

Burundi : déterrement de restes humains de quatre fosses communes à Mwaro

Voice of America, 27 février 2017 Lancement d'une opération pour exhumer des restes humains au Burundi Le déterrement de restes humains de quatre fosses communes a eu lieu ce 27 février dans la province de Mwaro, au centre du Burundi. La commission 'Vérité et réconciliation' (CVR) a promis d'enterrer dignement les corps burundais entassés dans plus de 2500 fosses communes identifiées au Burundi depuis les années 1900 selon un expert. [Photo : Le président de La CVR Nahimana et d'autres autres experts lors de la découverte de restes humains à Mwaro, Burundi, le 27 février 2017.]

Ce travail nécessite l'intervention de beaucoup d'experts anthropologues. Mais les autorités ont accepté de pouvoir identifier ces morts malgré les moyens qui manquent. Un travail de trois jours a débuté pour enterrer dignement des personnes décédées dans les différentes crises qu'a traversées le Burundi depuis la monarchie. Dans cette localité Makamba, plusieurs témoins parlent de tuerie faite à l'endroit des Hutus en 1972. Mais tout le monde a appelé à être retenue car dans d'autres endroits il y aurait eu des personnes de l'ethnie tutsi tuée. Clotilde Niragira, la secrétaire générale de la CVR a fait le lancement officiel de la CVR. "Nous avons déjà lancé cette activité dans la région", explique-t-elle. Dans une conférence de presse, ont été invités des experts et les autorités burundaises, le président de la CVR Monseigneur Jean-Louis Nahimana a expliqué que "les victimes des crises successives, qui ont été entassées dans des fosses communes, méritent de recouvrer leur dignité". Certains Burundais estiment que ce travail de mémoire ne peut pas se faire sans privilégier le volet judiciaire. Mais la secrétaire générale de la CVR estime que la justice sociale est privilégiée dans ce travail qu'a amorcé la commission en manque de liquidités pour une véritable réconciliation Burundais. Ce travail scientifique d'exhumation des ossements nécessite la présence d'anthropologues pour mener bien ce travail. Tania Delabarde, consultante au comité international de la croix rouge, souligne que "cela nécessite des formations pour la gestion des corps dans la problématique de catastrophe". Tout le travail sera confié à des experts, a confirmé le président de la CVR Monseigneur Jean Louis Nahimana. La commission 'Vérité et réconciliation' (CVR), mise en place en mars 2016 pour étudier tous les crimes commis depuis l'indépendance du Burundi en 1962 jusqu'en 2008, manque des fonds (plus de 30 millions de dollars américains) après la mesure de l'union européenne qui a suspendu son financement pour certains projets suite au troisième mandat contesté du président Pierre Nkurunziza. Christophe Nkurunziza, correspondant à Bujumbura

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});